TUNISIE

Béji Caïd Essebsi appelle son fils à quitter Nidaa Tounès

Dans une interview publiée, lundi, par le site Al Arabi Al Jadid, le chef de l'Etat tunisien Béji Caïd Essebsi définit son profil comme suit : «Je suis musulman et homme de milieu. Je ne suis pas islamiste et je n'appartiens ni à la gauche, ni à la droite.»

De Tunis, Kattou Mohamed

Ph. DR.

Béji Caïd Essebsi.

C'est une introduction à ce qui devait suivre concernant sa vie professionnelle et privée. Dans ce contexte, il a été amené à traiter de la crise qui secoue Nidaa Tounès, le parti dont il a été fondateur. A ce propos, il a dit que pour faire taire les «mauvaises langues » qui font de lui un moteur d'héritage au profit de son fils, Béji Caïd Essebsi a annoncé avoir demandé à son fils Hafedh de quitter, définitivement, ce parti, gêné qu'il est par les nombreuses accusations qui font de lui le principal instigateur d'une affaire qui a pris la couleur d'une tentative de faire hériter son fils du pouvoir qu'il détient depuis une année.

Cet appel succède à la crise qui secoue le parti, crise marquée par le départ du secrétaire général Mohsen Marzouk et le gel volontaire des activités de nombreux cadres du parti après le congrès de Sousse qui a tourné au fiasco. Pour se blanchir encore plus, le Président Essebsi a affirmé être le plus propre des chefs d'Etat tunisiens pour n'avoir décidé d'aucune nomination politique au profit de l'un des membres de sa famille, «comme en peut témoigner mon entourage». Certes, «Essebsi jr.» n'occupe pas un poste dans le gouvernement ou dans les autres rouages de l'Etat. Cependant, il a beaucoup bougé pour prendre les rênes du parti Nidaa Tounès après le départ de son père à Carthage. En agissant ainsi, il s'est fait beaucoup d'ennemis parmi lesquels, en particulier, le secrétaire général Mohsen Marzouk qui a fini par jeter le tablier. En effet, ce dernier a quitté le parti pour se diriger vers la création d'une nouvelle formation politique capable, selon lui, de redresser la barre et de jouer le rôle imparti à Nidaa Tounès à sa création. Pour Mohsen Marzouk, le parti a dévié de sa ligne politique initiale à cause de la « gourmandise » de Hafedh Caïd Essebsi qui, en voulant accaparer l'appareil du parti, a fait le vide autour de lui. Et, selon certaines langues, il n'aurait pas osé franchir la ligne rouge sans le soutien, il est vrai, apparent de son père qui, en réunion publique et en violation de la Constitution, a beaucoup trempé dans les affaires du parti tout en apportant un grand soutien à son fils au détriment du secrétaire général qui était son principal conseiller à Carthage. Cependant, la crise qui secoue le principal parti du pays a pesé de tout son poids sur l'évolution du pays et sur l'action du gouvernement qui, victime des divergences au sein de ce parti et des diverses tendances partisanes, s'est trouvé incapable de faire sortir le pays d'une crise économique de plus en plus aiguë. Au même moment, les travaux de l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement) stagnent et, même quand ils avancent, c'est au pas de tortue. D'ailleurs, une nouvelle crise se dessine à l'horizon qui pourrait créer un blocage des travaux du Parlement. En effet, le rapport de la Cour des comptes relatifs à la gestion du budget de l'année 2013 fait état de dépassements inexpliqués. Cela a poussé le groupe de Nidaa Tounès au Parlement à demander des comptes à son allié, le parti islamiste, à travers la demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire qui aura à vérifier les comptes de ce budget géré, à l'époque, par la Troïka conduite par le parti islamiste. Que sera l'avenir de l'alliance actuelle entre les deux partis en cas de confirmation du contenu du rapport de la Cour des comptes ? Serait-ce le divorce ? Dans ce cas, l'on aboutira à un blocage des travaux du Parlement qui souffrira, alors, de l'absence d'une majorité.

K. M.

INVALIDATION DE L'ACCORD AGRICOLE UE-MAROC, UN APPEL NOMMÉ DÉSIR

Un recours, plusieurs dangers

Les avocats de l'Union européenne ont demandé — et obtenu — une prolongation pour le dépôt du recours qu'ils comptent introduire contre la décision de la Cour européenne de justice d'annuler, avec effet immédiat, l'Accord agricole avec le Maroc et englobant le Sahara occidental.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La défense de la Commission a donc jusqu'au 28 du mois en cours pour déposer l'appel. Cette démarche des défendeurs de l'UE n'est, pourtant, ni un caprice, ni une manœuvre dilatoire. Le casse-tête pour eux est réel. Un recours, ça doit se justifier et les magistrats de Luxembourg exigent des réponses précises sur les points contre lesquels l'Europe s'insurge.

La représentativité du Polisario comme unique et légitime interlocuteur sur le Sahara occidental. En première instance, l'Union européenne elle-même avait validé cela.

Le Maroc est-il puissance administrante du S. O, territoires non autonomes, relevant des Nations-Unies en matière de décolonisation ?

Bruxelles ne peut aller en justice pour contester le consensus international autour de la question.

Selon les indiscrétions recueillies dans la capitale belgo-européenne, les avocats de l'UE traînent les pieds pour deux raisons majeures. La première est qu'ils savent que le Polisario est en droit aussi d'aller en appel pour exiger l'application immédiate de la sentence et demander des dommages et intérêts pour toute la durée de l'Accord agricole. Pourtant, les Sahraouis laissent la porte du dialogue politique ouverte avec la Commission européenne et sont prêts à trouver des arrangements si seulement Bruxelles acceptait de se conformer à la légalité internationale et de ne plus, désormais, s'adonner au pillage des ressources naturelles du Sahara occidental. Agricoles, halieutiques ou autres.

Etant entendu que sans doute l'Accord de pêche conclu entre Européens et Marocains et englobant la façade maritime du Sahara occidental sera, dans un avenir tout proche, cassé et invalidé par les magistrats de Luxembourg-City. L'effet de jurisprudence du premier jugement de l'Accord agricole.

La deuxième raison qui explique ce retard pris dans le dépôt de l'appel est, tout simplement, liée à des divergences au sein même de la Commission européenne autour de l'affaire.

Il n'est un secret pour personne que ni le président Jean-Claude Juncker, ni la numéro 2 du gouvernement des 28, Federica Mogherini, ne sont des fervents partisans du piétinement des résolutions onusiennes sur le dossier sahraoui.

La France, pour des choix politiques doctrinaux, et l'Espagne pour des intérêts commerciaux, sont ceux qui cavalent ces orientations contraires au droit international. Le Polisario, intelligemment, ne laisse rien filtrer de ses intentions. Le principal avocat de la cause sahraouie auprès de la Cour européenne de justice, maître G. Devers, barreau de Lyon, est d'une confiance et d'une sérénité désarçonnantes pour les lobbies pro-Makhzen...

Il est vrai aussi que les Européens ne veulent pas aller en appel contre une décision de leur justice au moment même où Ban Ki-moon annonce une importante visite dans la région.

Sans doute, laisseront-ils le soin aux avocats d'aller, discrètement, à Luxembourg pour tenter un tant soit peu d'obtenir quelque chose...

A. M.

ACCORD RUSSO-AMÉRICAIN SUR UNE TRÊVE EN SYRIE

Damas accepte, Pékin acclame et Ankara se dit sceptique

Le gouvernement syrien a annoncé hier qu'il acceptait l'accord russo-américain sur l'arrêt des combats en Syrie, mais qu'il continuera à combattre les groupes terroristes exclus de l'accord.

«La République arabe syrienne annonce qu'elle accepte la cessation des hostilités, sur la base de la poursuite des opérations militaires pour lutter contre le terrorisme du groupe autoproclamé «Etat islmaique» (Daesh), le Front Al-Nosra (branche syrienne du réseau terroriste al-Qaïda) et les autres groupes terroristes qui leur sont liés conformément à l'annonce russo-américaine», a indiqué le ministère des Affaires étrangères.

«En vue de garantir le succès de la cessation des hostilités prévue samedi, le gouvernement syrien est prêt à coordonner avec le côté russe pour déterminer quelles sont les régions et les groupes armés qui feront l'objet du cessez-le-feu», poursuit le ministère.

L'accord russo-américain exclut Daesh, Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) mais aussi des organisations classées «terroristes» par le Conseil de sécurité de l'ONU et non identifiées dans le texte. Par ailleurs, la Chine a salué hier l'accord russo-américain sur l'arrêt des combats en Syrie.

«Cet accord illustre la volonté de traduire le consensus en actions», a déclaré la porte-parole de la diplomatie chinoise, Hua Chunying, lors d'une conférence de presse, notant qu'«un cessez-le-feu et la fin des violences constituent une partie importante du processus politique en Syrie».

«La Chine espère que le Groupe international de soutien à la Syrie (GISS) appellera les parties concernées à mettre en œuvre de manière complète ces dispositions concrètes et à créer des conditions externes favorables à la reprise d'un nouveau cycle de pourparlers de paix à Genève le 25 février», a souligné Mme Chunying.

«Un règlement politique est la seule solution au dossier syrien», a-t-elle relevé.

De son côté, La Turquie, tout en saluant hier le projet américano-russe de cessez-le-feu, prévu samedi en Syrie, s'est dit «peu optimiste» sur sa portée et avertit de riposter contre une éventuelle attaque de la milice kurde syrienne.

«Je salue cette trêve, mais je ne suis pas très optimiste qu'elle sera respectée par toutes les parties», a déclaré le vice-Premier ministre turc, Numan Kurtulmus, à un groupe de journalistes. «Nous espérons que personne ne tentera de procéder à des frappes aériennes, que personne ne tuera des civils pendant que le cessez-le-feu est en vigueur. Nous espérons que tous les groupes en Syrie, y compris l'opposition modérée, prendront part à la reconstruction du pays à la fin des négociations», a ajouté M. Kurtulmus.

L'artillerie turque bombarde depuis plus d'une semaine les positions des forces kurdes syriennes du YPG (unités de protection du peuple) aux alentours d'Azaz (nord de la Syrie) et ses environs, proche de sa frontière, en riposte, selon Ankara, à des tirs de cette milice, conformément aux règles d'engagement établies par Ankara.

Sur ce point, M. Kurtulmus a prévenu que la Turquie continuera «si nécessaire» de riposter aux tirs provenant de la Syrie même lorsque la trêve entrera en vigueur. «La Turquie défendra son intégrité territoriale, c'est clair», a-t-il insisté.

L'accord russo-américain intervient au moment où les groupes terroristes et rebelles sont grandement affaiblis après une offensive d'envergure de l'armée appuyée par l'aviation russe dans la province septentrionale d'Alep, à la frontière turque.